

Strasbourg, le 18 décembre 2013

**Le directeur académique des services
de l'éducation nationale du Bas-Rhin**

à

Mesdames les Directrices
Messieurs les Directeurs des écoles
maternelles et élémentaires du Bas-Rhin

s/c de Mesdames les Inspectrices
Messieurs les Inspecteurs de l'éducation
nationale chargés de circonscription
d'enseignement du premier degré

CABINET

CAB/ 2013/SD

Affaire suivie par
Sophie DUBAIL

Téléphone
03 88 45 92 62
Télécopie
03 88 61 43 15

Courriel
sophie.dubail@ac-strasbourg.fr

Adresse
65 avenue de la Forêt-Noire
67083 Strasbourg Cedex

Chargé de mission violence

Jean-Baptiste MAUVAIS
jean-baptiste.mauvais@ac-strasbourg.fr

Mission de promotion du service social
en faveur des élèves

Isabelle HECTOR
isabelle.hector@ac-strasbourg.fr

Horaires
du lundi au vendredi
de 8h 30 à 12h
sur rendez vous
de 13h 30 à 17h

Objet : Prévention et signalement de l'absentéisme

PJ : 1 tableau procédure absentéisme 1er degré

Réf. : Code de l'éducation : articles L131-1 à 12 et R131-1 à 10 relatifs au contrôle de la fréquentation et de l'assiduité scolaire.

Code de l'action sociale et des familles : article R222-4-1 à 5.

Circulaire n° 2011-0018 du 31 janvier 2011 relative à l'obligation scolaire.

Loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire (partiellement abrogée le 31/01/2013).

Circulaire n° 2006-125 du 16/08/2006 portant sur la prévention et la lutte contre la violence en milieu scolaire.

La lutte contre l'absentéisme scolaire est une priorité absolue qui doit mobiliser tous les membres de la communauté éducative.

Chaque élève a droit à l'éducation qui a pour corollaire l'obligation d'assiduité, condition première de la réussite et de l'égalité des chances. Cette obligation s'impose à tous les élèves.

La majorité des cas d'absences des élèves est traitée au niveau de l'école et de l'établissement, qui restent les premiers lieux de prévention, de repérage et de traitement des absences des élèves.

Conformément à l'article L131-8 du Code de l'Education, les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants :

- maladie de l'enfant,
- maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, (seul cas où la production d'un certificat médical est exigée)
- réunion solennelle de famille,
- empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications,
- absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent.

Un départ anticipé en congé ou un retour tardif de congé ne peuvent en aucun cas constituer des motifs légitimes pour justifier une absence.

Dès les premières absences injustifiées, vous veillerez à établir un dialogue avec la famille en mobilisant toutes les ressources pédagogiques et humaines à disposition pour réinscrire l'élève dans son parcours scolaire. Vous veillerez aussi à rappeler aux familles que leur responsabilité est engagée et que le non-retour de l'élève dans l'établissement peut aboutir à des sanctions pénales, conformément aux dispositions de la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010.

Vous trouverez ci-joint le tableau résumant la procédure absentéisme mise en œuvre pour le premier degré à compter de la diffusion de la circulaire.

En cas de difficultés persistantes, à savoir :

- le non retour de l'élève en dépit des différentes mesures de médiations proposées,
- la rupture du dialogue avec les responsables légaux de l'élève
- après la concertation commune menée entre l'IEN, le directeur d'école et l'information de l'assistante sociale de secteur,

l'inspecteur de l'Education nationale demande un dossier absentéisme par mail à l'adresse suivante : sophie.dubail@ac-strasbourg.fr.

Le dossier dûment complété sera transmis à la DSDEN à l'attention de Madame Sophie DUBAIL en vue de son examen en commission technique départementale.

La commission est composée :

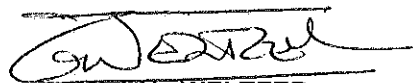
- du directeur académique ou de son représentant,
- du chargé de mission prévention de la violence,
- de la chargée de mission pour élèves à besoin éducatifs particuliers,
- de la conseillère technique auprès du directeur académique, responsable du service social en faveur des élèves, ou de son représentant,
- d'un inspecteur de l'éducation nationale,
- d'un personnel de la division des élèves.

La commission technique se réunira mensuellement à la DSDEN. Après instruction du dossier de chaque situation, le directeur académique décide soit:

- de sa transmission au Parquet,
- de l'opportunité de la mise en œuvre d'actions complémentaires au sein de l'établissement d'origine,
- de la convocation de la famille et de l'élève devant une équipe pluridisciplinaire délocalisée.

Je sais pouvoir compter sur votre engagement et celui de vos équipes pour œuvrer le plus efficacement possible à la résorption de ce phénomène facteur de ruptures scolaires et d'exclusion, et concourir ainsi à l'amélioration du système éducatif.

Le directeur académique



Michèle WELTZER